



### Qui est Tawakkol Karman?

Tawakkol Karman est une activiste yéménite qui, avec deux autres militantes pour la paix libériennes, a obtenu le prix Nobel de la paix « pour leur combat pacifique en faveur de la sécurité des femmes et leur droit à une participation pleine et entière à la consolidation de la paix. »<sup>1</sup> Elle est la première femme arabe, la deuxième femme musulmane et la plus jeune lauréate du prix.

Née en 1979, Karman a obtenu un diplôme de premier cycle en commerce de la University of Science and Technology, et une maîtrise en science politique de l'Université de Sanaa, au Yémen. En 2012, l'Université de l'Alberta, au Canada, lui a décerné un doctorat honorifique en droit international.

En 2005, Karman, avec sept autres journalistes, a créé l'organisme Women Journalists Without Chains (WJWC) qui vise à promouvoir les droits de la personne, et plus précisément les droits des femmes dans tout le Moyen-Orient<sup>2</sup>. Elles ont aussi tenté de lancer un journal et une station radio. Le gouvernement yéménite leur a refusé les permis nécessaires et Karman a affirmé avoir reçu des menaces de représentants du gouvernement. En 2007, WJWC a publié un document qui dénonce les atteintes à la liberté de la presse qui perdurent depuis 2005. En 2007, Karman a critiqué le ministère de l'Information en raison des procès intentés contre des journalistes.

En 2007, Karman a organisé des manifestations à la Place Tharir, à Sanaa, afin de demander au président en place, Ali Abdullah Saleh, de respecter les libertés fondamentales d'opinion et d'expression, et de promouvoir les droits démocratiques<sup>3</sup>.

### Quel rôle a-t-elle joué dans la « révolution du jasmin »?

Lors de la naissance du printemps arabe en Tunisie que Karman qualifie de « révolution du jasmin », elle organisait déjà des manifestations et des occupations à Sanaa dont elle a simplement modifié l'objectif en demandant la démission du président Saleh et le respect des droits de la personne. En janvier 2011, les autorités yéménites ont arrêté Tawakkol Karman. Lorsque les médias ont annoncé son arrestation, des manifestations ont éclaté dans tout le pays et conduit à sa libération 36 heures plus tard<sup>4</sup>.

Après sa libération, Karman a continué à organiser des occupations et des manifestations. C'est au cours de la manifestation du 29 janvier qu'elle a lancé la « Journée de la

colère » le 3 février affirmant qu'elle ne s'arrêterait que le jour où Saleh quitterait la présidence.

Dans une entrevue accordée au magazine *Time*, elle a affirmé qu'« une combinaison de facteurs tels que la dictature, la corruption, la pauvreté et le chômage avait mené à la révolution. » Elle a ajouté, « les cas d'injustice et de corruption ont explosé tels un volcan et les possibilités de mener une vie décente se sont envolées. »<sup>5</sup>

Saleh a démissionné à la fin de 2011; son vice-président a pris le relais le 27 février 2012 en vertu d'un accord conclu entre Saleh et le Conseil de coopération du Golfe (CCG). Même si Karman s'est battue afin que Saleh ne bénéficie pas de l'immunité, que ses avoirs soient gelés et que des accusations soient portées contre lui, le CCG et le plan de transition appuyé par les États-Unis lui ont conféré l'immunité. Cet accord a été perçu comme un accord entre les élites qui ne répond pas aux demandes fondamentales des Yéménites<sup>6</sup>.

### Pourquoi est-elle considérée comme un personnage controversé?

Karman a été perçue pour diverses raisons comme un personnage controversé. Ses critiques du président Saleh et ses appels en faveur de sa démission ont mené à son arrestation en 2011.

Par ailleurs, lorsque les manifestations se sont intensifiées en 2011, Karman était membre du parti al-Islah, principal parti d'opposition au Yémen. Même si ses positions sont plus modérées à l'égard de plusieurs enjeux, de nombreux membres de ce parti sont très conservateurs, notamment Abdul Majeed al-Zindani, chef des Frères musulmans yéménites, qui figure sur la liste des nationaux désignés du Bureau de contrôle des avoirs étrangers du Trésor américain. Le gouvernement américain utilise cette liste afin d'empêcher que des fonds provenant d'organismes de charité ou d'entreprises ne soient transférés à des groupes terroristes. Zindani a été lié à Al-Qaïda en raison de son association avec Anwar al-Awlaki.

Elle a critiqué aussi l'Arabie saoudite et les États-Unis en raison de leur soutien à Saleh sans se soucier des conséquences pour les Yéménites<sup>7</sup>. L'échec de l'appel lancé par les États-Unis en faveur de la démission de Saleh est l'un des principaux facteurs qui ont incité Karman à dénoncer leurs positions. En fait, les États-Unis ont accepté inconditionnellement l'argument de Saleh selon lequel sans

lui le Yémen serait un État en déroute et Al-Qaïda renforcerait sa présence dans le pays.

## **Pouquoi Tawakkol Karman accorde-t-elle tant d'importance à la liberté de la presse?**

Sous la présidence de Saleh qui est demeuré au pouvoir pendant 33 ans, le Yémen fonctionnait comme une dictature. Des élections avaient lieu régulièrement, mais elles étaient entachées par la fraude et la manipulation des résultats<sup>8</sup>.

Le gouvernement Saleh a eu recours au harcèlement et aux poursuites judiciaires ainsi qu'à la détention pour restreindre la liberté de la presse. La radio et la télévision appartenaient au gouvernement et diffusaient uniquement les nouvelles gouvernementales. L'organisme Freedom House estime que cela « limite grandement l'accès à l'information vu que 60 % des Yéménites sont analphabètes »<sup>9</sup>, ce qui les rend dépendants de la radio et de la télévision pour l'information.

Selon l'organisme Freedom House, diverses lois adoptées sous le règne de Saleh ont restreint la liberté de la presse : les journalistes n'étaient pas autorisés à critiquer le président à « diffamer des personnes » ou à « dénaturer » l'image de la culture yéménite<sup>10</sup>. Des modifications restrictives à la loi sur la presse et les publications, ainsi qu'un « projet de loi répressif visant à réglementer les médias, y compris les publications en ligne »<sup>11</sup> ont été soumis au Parlement. En 2011, des journalistes ont fait l'objet d'intimidation et de menaces, ou ont été arrêtés; leurs bureaux ont été perquisitionnés ou fermés, et des publications ont été saisies. Le Syndicat des journalistes yéménites a rapporté cette année-là plus de 300 attaques contre des journalistes – le nombre le plus élevé de toute l'histoire du pays.

## **Tawakkol Karman et les autres protestataires ont-elles remporté des victoires sur le plan des libertés fondamentales?**

Comme l'a souligné Human Rights Watch, la situation qui a suivi le départ de Saleh est mitigée :

La liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique s'est grandement améliorée en 2012. Cependant, des individus ou des groupes armés de différentes allégeances politique ont attaqué ou harcelé des hordes de journalistes.

Al-Ayyam, un journal influent basé à Aden, a été fermé à la suite d'une perquisition effectuée par les forces gouvernementales en 2010. Des poursuites criminelles que l'ancien gouvernement a intentées contre ce journal sont demeurées en suspens.

Les autorités ont continué de poursuivre les journalistes pour des motifs politiques devant un tribunal spécial des médias qui ne respecte pas les normes internationales pour un procès équitable.

Abdulah Haidar Shae de l'agence de nouvelles Saba qui a été accusé d'activités terroristes est toujours en prison, même

s'il a obtenu le pardon du président Saleh en février 2011. Les médias yéménites et les internationaux ont affirmé que le président américain Barack Obama a demandé que Shae demeure en prison. En janvier 2011, le tribunal spécial des médias a condamné Shae à une peine de cinq ans d'emprisonnement dans le cadre d'un procès marqué par des irrégularités de procédure. Shae a fait valoir que les gouvernements yéménite et américain avaient commis des abus dans leur combat contre Al-Qaïda.

Les autorités ont autorisé l'inscription de plusieurs nouveaux partis politiques et de plus de 100 organisations non gouvernementales, et ont levé les restrictions relatives aux visites de groupes de défense des droits de la personne internationaux<sup>12</sup>.

De plus, des rapports datant d'avril 2013 font état de l'assassinat ou de l'emprisonnement de journalistes qui ont enquêté sur la corruption<sup>13</sup>.

Il importe de souligner que Saleh n'a pas quitté le pays et qu'il continue d'exercer son influence politique au sein de la société yéménite. En fait, il a acheté sa propre chaîne de télévision et dispose ainsi d'un instrument politique puissant pour façonner l'avenir du pays à sa guise. Selon Karman et bien d'autres personnes, il s'agit-là d'une tentative claire de s'immiscer dans les politiques du Yémen et de prévenir des changements majeurs<sup>14 15 16</sup>.

<sup>1</sup> « The Nobel Peace Prize 2011 – Communiqué de presse ». Nobelprize.org. 22 avr. 2013.

<sup>2</sup> Al-Kibsi, Mohammed. « Female Journalists without Borders ». *Yemen Observer*, 22 avr. 2013.

<sup>3</sup> Al-Sakkaf, Nadia. « Renowned activist and press freedom advocate Tawakkol Karman to the Yemen Times: A day will come when all human rights violators pay "for what they did to Yemen" ». *Womenpress*. 22 avr. 2013.; « Tawakkol Karman and Women Journalists Without Chains ». National Endowment for Democracy. 22 avr. 2013.

<sup>4</sup> Karman, Tawakkol. « Our revolution's doing what Saleh can't – uniting Yemen ». *The Guardian*, 8 avr. 2011. Web. 22 avr. 2013.

<sup>5</sup> Baker, Aryn. « The Woman at the Head of Yemen's Protest Movement ». *Time*, 16 fév. 2011. Web. 22 avr. 2013.

<sup>6</sup> Finn, Tom. « Yemen president quits after deal in Saudi Arabia », *The Guardian*, 23 nov. 2011.

<sup>7</sup> Le 18 juin 2011, Karman a écrit un article dans le *New York Times* dans lequel elle critique les États-Unis et l'Arabie saoudite pour leur position à l'égard du Yémen (Karman, Tawakkol. « Yemen's Unfinished Revolution ». *The New York Times*, 18 juin 2011.

<sup>8</sup> Library of Congress. « Country Profile: Yemen ». Library of Congress – Federal Research Division, août 2008. Web. 22 avr. 2013.

<sup>9</sup> Freedom House. « Freedom in the World – Yemen (2002) ». Archive Internet. 22 avr. 2013.

<sup>10</sup> « Freedom of the Press: Yemen ». Freedom House. 22 avr. 2013.

<sup>11</sup> Ibid.

<sup>12</sup> « Yemen ». *World Report 2013: Events of 2012*. Human Rights Watch, 22 avr. 2013.

<sup>13</sup> « Yemeni news editor sentenced to jail for reporting on corruption ». *Ifex.org*. 9 avr. 2013. ; « Yemeni journalist shot dead in his home, possible military role ». *Ifex.org*. 18 mars 2013. Consulté le 22 avr. 2013.

<sup>14</sup> Raghavan, Sudarsan. « Yemen protests continue six months after Saleh's fall: Former president still casts a shadow over Sana'a ». *The Guardian*, 21 août 2012. Consulté le 22 avr. 2013.

<sup>15</sup> « Yemen on Brink of Political Collapse: Tawakkol Karman ». *Aquila-Style*, 5 fév. 2013. Consulté le 22 avr. 2013.

<sup>16</sup> Al-Haifi, Hassan. « Tawakkol Karman to UNSC: Saleh Must Leave the Political Arena ». *Yemen Common Sense*, 29 janv. 2013. Consulté le 22 avr. 2013.